

<http://quelquesuns-amisdesgiletsjaunes.fr/spip.php?article4>



Après l'expulsion d'un squat

- Actualités -

Date de mise en ligne : dimanche 21 février 2021

Copyright © Quelquesuns-amis desgiletsjaunes - Tous droits réservés

page 1

Comme nous l'écrivions en avril 2018 (article publié en mars 2019 : "Pas à Calais, ici !"), la France n'est pas une terre d'accueil. L'État, les partis et les médias d'opinion s'obstinent à s'acharner sur ceux qu'ils appellent "étrangers". Le sort qui est fait à ceux qui sont arrivés en France en est l'effet direct. Le nombre de personnes déplacées sans abri et sans droits augmente, mais ce n'est pas tant par l'augmentation des arrivées (3 % par an selon l'INSEE) que par celle des refus de droit d'asile et de régularisation qui touche des personnes présentes dans le pays depuis déjà longtemps (trois, cinq et quelquefois dix ans). Ce sont de plus en plus des familles avec enfants, ou de jeunes mineurs isolés.

Il résulte de cette politique d'État l'augmentation régulière du nombre de personnes errantes sans droits ni secours, étant donné qu'il leur est "provisoirement" interdit de travailler, un "provisoire" qui s'éternise et les condamne arbitrairement à dépendre totalement de l'aide publique ou privée.

Leurs besoins sont ceux de tout le monde, mais comme ils n'ont rien et que tout leur est interdit, alors qu'ils ne demandent qu'à vivre en paix, ce qui leur était impossible là d'où ils sont venus, leur difficulté de survie est extraordinaire. Aussi, parallèlement aux organismes d'aide et d'entraide, confessionnels ou laïcs, les initiatives bénévoles d'accueil, d'hébergement, de dons, de secours, d'alphabétisation se multiplient, sous le regard désapprobateur, parfois calomniateur et malgré les menaces des autorités (qui les accuse de naïveté, d'attirer « la misère du monde » et de favoriser des trafics en tout genre...).

page 2

L'acharnement des services de l'État à poursuivre ces "étrangers" qu'il a lui-même mis "en situation irrégulière" provoque la colère de tous ceux qui les accompagnent, comme en témoigne la déclaration ci-dessous :

« Il se passe ici, dans cette ville tranquille, sous nos yeux, ce qui se passe dans tout le pays. Des attaques en règle contre les gens les plus démunis.

L'évacuation, ce matin du 3 décembre 2020, à l'aube, du squat chaussé Bocquaine en est le dernier épisode.

En réalité, cela fait la 8e évacuation de squat que subissent "ces laissés pour compte" en trois ans. Elles sont de plus en plus violentes. Début décembre 2019, c'était le campement de la rue Henri Paris, sous "protection" des gardes mobiles, avec l'aide d'un bulldozer qui a eu raison du terrain de foot du quartier voisin. 6 mois après, en juin 2020, il y eut une autre intervention dans un immeuble que l'office d'HLM avait exigé pour évacuer 6 familles avec leurs enfants et quelques célibataires d'un immeuble à démolir (il est toujours debout). Cette fois-ci, c'est toute une armada de CRS, de police nationale, de police municipale et de taxis qui est réquisitionnée pour transporter ces gens en ordre dispersé vers les hôtels de la région, sans oublier des ouvriers pour barricader les portes et les fenêtres, ce qui empêche les expulsés de récupérer leurs rares effets personnels et leurs dossiers administratifs.

Est-ce illégal ? Que non ! Le "protocole" a été respecté : il y a eu une plainte de la mairie (propriétaire de ces quatre maisons qui étaient à l'abandon depuis des années et vont sans doute le rester encore), un jugement favorable d'un tribunal et l'ordre d'expulsion par le sous-préfet. L'expulsion, autorisée par la loi, est appliquée, mais pas l'obligation d'hébergement !

Pourquoi un squat ? Tout simplement parce qu'entre la rue, la pluie, le froid, l'insécurité qui sont proposés à une

majorité de ces nouveaux arrivants et un toit, avec un peu de confort en bricolant, le choix est vite fait. D'ailleurs, de tels lieux, organisés par des individus, des associations existent, certes provisoires, mais dignes et sécurisés par la solidarité de beaucoup de monde, où la solidarité peut se faire. S'ils n'étaient pas découragés, "quelle mouche viendrait piquer" des sans-abri pour ne pas les accepter. Ne dites pas que c'est un lieu où viennent se réfugier les délinquants et autres "séparatistes" ! La police par des contrôles et convocations répétés connaît par coeur les occupants de ces squats et n'a trouvé aucune autre trace de délit que cette occupation.

Qui sont ces gens, pris dans cette situation absurde, ces "expulsés en situation irrégulière" parce qu'on ne leur a pas laissé d'autre choix ? il suffit de discuter quelque temps sur place pour voir qu' "une situation régulière", ça n'existe pas pour eux. Ainsi en ont décidé les autorités qui refusent de prendre en considération que ces gens démunis de tout, qui ont tout perdu pour la plupart, ont simplement voulu fuir leur pays d'origine et se refaire une vie.

Ce sont les règlements qui ne sont pas adaptés à la situation. En réalité, nous voyons se déployer toute une gangue répressive, bureaucratique et policière qui rend leur vie impossible. La mise en scolarité obligatoire des enfants traîne en longueur sur des détails administratifs qui ne sont pas exigés la plupart du temps de la plupart des enfants ; les problèmes de santé, de moins en moins pris en charge, ne peuvent trouver solution que par un passage au service des urgences dont tout le monde s'accorde à dire qu'il faut éviter à tout prix la surcharge.

Ce récent déploiement policier, anormal en fait, montre bien que le préfet rejette toute l'aide apportée par les personnes à titre individuel soit au sein d'associations soit même au sein de ses propres services. L'annulation par le sous-préfet en personne des tentatives de l'ARS pour tester-covid les gens du squat (ce qui n'est pas absurde, tout le monde sait que l'épidémie est toujours préoccupante) en prétendant les tester une fois arrivés dans les hôtels ou les lieux d'expulsion (ce qui n'est toujours pas fait à ce jour) est en contradiction flagrante avec les mesures de lutte contre la pandémie.

Toutes les initiatives d'entraide, à quelque niveau que ce soit, manifestent quelque chose que l'État n'a pas et ne fait pas : une conception du pays selon laquelle ici on accueille les gens, et on ne les met pas à la rue.

À partir de là, à partir de ce que font les gens qui accueillent et accompagnent ces personnes déplacées, on peut discuter des situations réelles, on peut rechercher comment traiter ces problèmes et difficultés. L'inverse, c'est aller vers la guerre entre les gens.

le 04/12/2020 »

page 3

Quel est l'enjeu ?

Ce n'est pas un fait anecdotique. C'est un événement contemporain, caractéristique de la situation actuelle et de ses problèmes. Les expulsions, contraintes et tracasseries administratives favorisent et entretiennent implicitement la xénophobie par l'isolement, la suspicion systématique et l'exclusion de l'"étranger", comme si c'était la seule définition possible de la "communauté nationale" chère au président Macron (dans son discours du 2 octobre 2020 aux Mureaux), dans sa quête de suffrages auprès des opinions réactionnaires. Une vision du pays partagée de plus en plus, hélas, au sein l'Union européenne, et en proie à des inégalités et des divisions croissantes...

Or ce que vivent et pratiquent les personnes qui cherchent ici à se faire une nouvelle vie et celles qui les accompagnent, c'est la construction patiente et concrète d'une autre conception du pays, par le partage de leurs expériences. C'est plus que de la solidarité ou de la charité. Car bien plus qu'une régularisation administrative, loin de tout calcul électoraliste, dans tous les aspects de la vie quotidienne, c'est peut-être une autre pratique de la France qui se découvre ou se redécouvre comme possible. À l'égard de ceux qu'on appelle à tort des "migrants" (car leur intention n'est pas de migrer, mais de se fixer ici même) cette entraide et ces échanges concernent tout un chacun ici.

Après l'expulsion d'un squat

Il n'y a pas à ce jour de nom, de mot d'ordre ou d'organisation pour ce qui se fait un peu partout en France entre les personnes "exilées" et ceux qui les accueillent et les accompagnent. Mais il y a une multiplicité d'expériences pratiques, dans le même esprit que les activités des Gilets Jaunes bien que plus discrètes, dont il peut ressortir à la réflexion des perspectives positives. C'est le réel de la situation du pays. Et c'est cela que la répression de l'État tend à disqualifier et détruire parce que cela se fait hors de son contrôle.

Denis, Étienne et Jean Pierre